



A Lille, en juin. Les mauvais chiffres du chômage pèsent sur les discussions. PHOTO PHILIPPE HUGUEN, AFP

Réforme du marché du travail: le patronat affole les syndicats

A l'issue du premier mois de négociations entre partenaires sociaux sur la sécurisation de l'emploi, un accord paraît encore très éloigné.

Par **FRÉDÉRIQUE ROUSSEL**

Ils sont sur une autre planète», lance un syndicaliste exaspéré à la sortie du conclave hebdomadaire au siège du Medef. La quatrième réunion entre partenaires sociaux sur la sécurisation de l'emploi vient de s'achever, et le moral côté syndical est en berne. L'autre planète, c'est celle du patronat, qui a mis sur la table un texte en forme d'«usine à gaz» et d'un «libéralisme maximal du droit du travail», au lendemain de la publication funeste des chiffres du chômage. Le texte a été vécu comme une provocation. Fin du premier round.

«**FLEXISÉCURITÉ.** Depuis le 4 octobre, patronat (Medef, CGPME, UPA) et organisations syndicales

(CFDT, CGT, FO, CGC, CFTC) sont engagés dans une négociation de grande ampleur avec ce chiffre planant au-dessus des débats: la France compte plus de 3 millions de demandeurs d'emploi et encore

RÉCIT

46 900 de plus en septembre. Le pari de ce chantier de «la sécurisation de l'emploi», issu de la conférence sociale des 6 et 7 juillet, vise à concilier plus de souplesse pour les entreprises et plus de protection pour les salariés. Autrement dit parvenir à une «flexisécurité». Un défi qui débouchera peut-être, selon les mots du Président, sur un «*compromis historique*». Avec le vœu qu'il arrive rapidement à son terme, vu l'urgence, c'est-à-dire avant la fin de l'année. Sinon, ce sera un «*échec historique*» selon les termes de François Chérèque, le leader de la CFDT.

Sur la table des partenaires sociaux, une feuille de route transmise le 7 juillet par le gouvernement. Un cadre de négociation qui comporte quatre volets, avec l'impératif d'avoir un accord global, sans

La copie patronale a révulsé les syndicats qui n'y ont pas trouvé du tout la contrepartie d'accompagnement des salariés.

«shopping list»: lutter contre la précarité, anticiper les évolutions d'activité, maintenir l'emploi en cas de changements conjoncturels, réformer les licenciements économiques. Jusqu'à aujourd'hui, la méthodologie employée a été de procéder à un effeuillage des quatre volets un à un. Un modus operandi dicté par le patronat soucieux de balayer les propositions thème par

thème, avant de véritablement entrer dans la négociation. Des entrées en matière sans aller dans le dur. De fait, au bout d'un mois, les partenaires sociaux n'y sont pas encore. Jusqu'à hier, chacun venait avec ses propositions, le patronat distillait sa partition du jour et on se disait à la semaine prochaine.

Après avoir présenté leurs revendications contre la précarité le 11 octobre, les partenaires sociaux ont fait de même le 19 octobre pour les questions d'anticipation des évolutions d'activité et de maintien de l'emploi en cas de changements conjoncturels. Hier, on en était au quatrième et dernier volet, celui de la réforme des licenciements économiques, un aspect primordial pour la délégation patronale. L'idée est

de clarifier et sécuriser les procédures le plus en amont possible, soit, pour le Medef, un raccourcissement des délais de mise en œuvre des plans sociaux et une limitation des recours, les jugements étant souvent estimés trop tardifs. Certains syndicats sont prêts à des concessions, mais avec des garde-fous pour les salariés.

DÉCALAGE. La copie patronale sur le sujet a révulsé l'ensemble des organisations syndicales qui n'y ont pas trouvé du tout la contrepartie d'accompagnement des salariés et une plus grande sécurité juridique. «On réduit tout, le PSE, le motif économique, le rôle du juge... réagit Stéphane Lardy (FO). Ils nous parlent de big bang et c'est flop flop.» Le titre du document lui-même a fait bondir et a été vu comme le décalage entre les deux parties: «Améliorer les procédures de licenciements collectifs». «Il n'y a rien sur la sécurisation de l'emploi, commente Patrick Pierron (CFDT), et on change le périmètre du motif économique et de l'entreprise en la traitant de manière éclatée par "centre de profits"». Si la CGC était relativement satisfaite de la méthode utilisée depuis le début des discussions, elle protestait hier aussi contre la «révision du motif économique», la maladresse d'un document qui «va plus loin que nécessaire». «On est en train de se perdre en route», conclut Marie-Françoise Leflon (CFE-CGC). La CGT, de son côté, a jugé les propositions du Medef «inacceptables». Quant à explorer le cas des entreprises qui envisagent de fermer un site et refusent de considérer favorablement l'offre d'un repreneur, sujet présent dans ce dernier volet, il n'en a même pas été question. Élément supplémentaire qui fait dire à un syndicaliste: «On est complètement en dehors de la feuille de route.»

Confrontation préalable, état des forces, un premier round s'est achevé hier. Rendez-vous a été fixé au 15 novembre, le temps pour chacun de potasser ses pions, le temps d'avancer par rencontres bilatérales, le temps de laisser passer le rapport Gallois. Le patronat a prévu de présenter alors un texte couvrant l'ensemble des thématiques. Ce devrait alors être le début d'un échange, avec le pari inchangé de trouver un espace commun. ◆

REPÈRES

«Si cette négociation ne va pas jusqu'au bout, ce sera un échec aussi pour les partenaires sociaux. Et il [sera] historique.»

François Chérèque secrétaire général de la CFDT, le 2 octobre

La feuille de route gouvernementale a été transmise le 7 septembre aux partenaires sociaux. Leur première réunion de négociation s'est tenue le 4 octobre. Le gouvernement souhaite qu'ils parviennent à un accord avant la fin 2012, avec une date butoir en mars 2013.

6

millions de précaires. L'usage des contrats précaires s'est accru en dix ans. En 2011, 3 embauches sur 4 se sont faites en CDD.

«La recherche du pacte social n'est pas chose facile et tranquille. [...] La balle est maintenant dans le camp des partenaires sociaux.»

Michel Sapin le 7 septembre